Le pouvoir burundais continue d'intimider la société civile

Deutsche Welle, 16 mars 2023 La justice a confirmÃ© le maintien en dÃ©tention de cinq dÃ©fenseurs des droits humains. Ils avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s mi-fÃ©vrier pour rÃ©bellion et atteinte Ã la sÃ»retÃ© de l'Etat. Mercredi (15.03.2022), la justice burundaise a confirmÃ©Â le maintien en dÃ©tention de cinq dÃ©fenseurs des droits humains arrÃªtÃ©s le 14 fÃ©vrier par les services de renseignementÂ : deux d'entre eux travaillent pour l'Association des femmes juristes du Burundi (AFJB) et les trois autres pour l'Association pour la paix et la promotion des droits de l'homme (APDH).Â

La dÃ©cision de BujumburaÂ n'Ã©tonne pas Carina Tertsakian de l'Initiative pour les droits humains au Burundi car, malgrÃ© les promesses du prÃ©sident Evariste Ndayishimiye (photo),Â le rÃ©gime burundais reste trÃ¨s hostile Ã l'Ã©gard de la sociÃ© civile, des mÃ©dias et de l'opposition politique.Â Ci-dessous l'interview avec Carina Tersakian.Â Carina Tertsakian :Â Malheureusement, cette nouvelle ne nous surprend pas tellement puisque ces arrestations et ces emprisonnements s'inscrivent dans un cadre de toute une sÃ©rie d'arrestations arbitraires de membres de la sociÃ©tÃ© civile indÃ©pendanteÂ au Burundi. Et nous appelons les autoritÃ©s burundaisesÂ Ã libÃ©rer immÃ©diatement ces cinq dÃ©fenseurs sans conditions et abandonner les charges contre eux. DW :Â Il leur est reprochÃ© d'avoir collaborÃ© avec une organisation non gouvernementale internationale. En quoi est-ce rÃ©prÃ©hensible selon BujumburaÂ ? Carina Tertsakian :Â Ce que les autoritÃ©s reprochent Ã ces associations, c'est plus particuliÃ¨rement le fait qu'ils reÃ§oivent un financement de la part de cette organisation. Mais cela ne constitue pas une infraction pÃ©nale. Donc,Â Ã notre avis, il y a quelque chose qui se cache derriÃ¨re. D'ailleurs, le ministre de l'IntÃ©rieur avait affirmÃ© qu'il y avait une probabilitÃ© qu'il y ait des liens avec financement de terrorisme, ce qui est absolument sans fondement et d'ailleurs complÃ¨tement absurde. Donc, il me semble plutÃ´t que les autoritÃ©s cherchent Ã se venger contre des organisations dont elles se mÃ©fient ou qu'elles considÃ¨rent comme trop indÃ©pendantes. DW : DÃ©but janvier, uneÂ autre dÃ©fenseuse des droits de l'homme - et aussi journaliste -Â a Ã©tÃ© condamnÃ©e Ã dix ans de prison ferme. OÃ¹ en est-on dans cette affaire ? Carina Tertsakian :Â Oui, donc la journaliste en question, Floriane Irangabiye, elle est actuellement Ã la prison de Muyinga au Burundi et elle attend donc son procÃ¨s. LÃ aussi, c'est une violation extrÃªmement grave de la libertÃ© d'expression ainsi que du droit Ã un procÃ¨s Ã©quitable. Donc ces diffÃ©rents cas sont extrÃªmement prÃ©occupants et d'ailleurs sontÂ en contradiction directe avec tout ce que le prÃ©sident Evariste NdayishimiyeÂ a promisÂ et particuliÃ¨rement, c'est la justice qui est utilisÃ©e par le gouvernement comme un outil de rÃ©pression politique envers la sociÃ©tÃ© civile. Konstanze Fischer